

Le VIH et le SIDA en Afrique et leur impact sur les femmes et les enfants

Elizabeth N. Mataka, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le VIH et le SIDA en Afrique

Il est décourageant de constater que près de la moitié de tous les adultes qui vivent avec le VIH dans le monde sont des femmes. Rien qu'en Afrique subsaharienne, sur les 23 millions d'adultes de 15 à 49 ans contaminés par le VIH, 13,1 millions, soit 57 %, sont des femmes. En Zambie, par exemple, les femmes et les filles sont extrêmement vulnérables au VIH et au SIDA, et les femmes de 15 à 24 ans courent trois fois plus de risques d'être infectées que les hommes du même groupe d'âge. Le tribut que les femmes payent au VIH, notamment en Afrique, a été largement sous-estimé. Les enfants ont aussi subi de plein fouet les effets du SIDA, et son impact est dévastateur. On estime qu'à la fin de 2006, 2,3 millions d'enfants de moins de 15 ans vivaient avec le VIH.

Beaucoup d'enfants continuent de perdre leurs parents à cause du SIDA, et le nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables augmente rapidement : on projette qu'en 2010, 15,7 millions d'enfants seront orphelins du SIDA rien qu'en Afrique subsaharienne. Les enfants souffrent longtemps avant la mort de leurs parents, les filles en particulier, qui peuvent être retirées de l'école pour s'occuper des membres de la famille tombés malades, notamment la mère. Faute d'être soutenues, les enfants sont privés de toute possibilité de s'instruire et de se développer au mieux de leurs capacités. Après le décès des parents, ils doivent aller vivre ailleurs – perdant ainsi leurs amis et quittant les lieux dans lesquels ils étaient à l'aise. On ne connaît pas véritablement les traumatismes dont souffrent ces enfants parce que les services de conseil aux enfants ne sont pas développés en Afrique. Je suppose que l'on s'est surtout attaché à répondre à leurs besoins physiques et visibles, en négligeant des besoins psychologiques plus complexes et plus difficiles à combler.

Les enfants ne peuvent plus dépendre du soutien traditionnellement garanti par le système de la famille élargie, qui prenait en charge les personnes âgées, les orphelins et les parents vulnérables et démunis. Ce mécanisme d'adaptation n'est plus suffisant pour faire face à la pauvreté et au nombre impressionnant d'enfants dont il faut s'occuper, car le SIDA frappe les membres les plus productifs de la famille, à l'apogée de leur vie productive et procréatrice. Par conséquent, les enfants doivent parfois aller vivre dans des foyers qui n'ont pas les moyens de les prendre en charge, et au sein desquels ils ne sont pas vraiment les bienvenus. Certains deviennent sans abris et sont contraints de vivre dans les rues des grandes capitales africaines.

Tous les enfants ont besoin d'un toit au-dessus de leur tête, d'une nutrition adéquate, et de structures parentales et d'appui qui les aideront à grandir et leur redonneront espoir pour l'avenir. Sans l'éducation et la socialisation que procurent leurs parents et tuteurs, les enfants ne peuvent pas acquérir les compétences et les connaissances dont ils auront besoin pour devenir des membres productifs et à part entière de la société à l'âge adulte. A cause du VIH et du SIDA, une génération d'enfants a été élevée par les grands-parents qui, dans la plupart des cas, ont aussi besoin d'aide du seul fait de leur âge.

Les taux d'infection des femmes et des filles soulèvent de graves préoccupations, et lorsqu'on les combine à la charge de travail des femmes – qui s'occupent aussi des patients du SIDA, des orphelins du SIDA et de leurs propres familles – la situation devient intenable, en particulier en Afrique australe.

Les disparités en terme de statut socio-économique entre les hommes et les femmes ont un impact considérable sur la propagation du VIH, notamment chez les femmes et les filles. Les normes culturelles et les mariages précoces accroissent encore la vulnérabilité des jeunes filles à l'infection. Une communication insuffisante sur tout ce qui a trait à la sexualité limite leur capacité à négocier des pratiques sans risques et peut obliger les femmes à rester dans des relations dangereuses. En outre, des problèmes socio-économiques peuvent limiter l'accès des femmes aux conseils et aux traitements. Dans ce genre de situation, les femmes n'accèdent pas à la propriété, sont privées de ressources financières et dépendent pour vivre de leur mari, de leur père, de leurs frères ou de leurs fils. Sans ressources, les femmes peuvent être victimes de violence sexuelle, et la menace de cette violence réduit aussi leurs capacités à se protéger du VIH et du SIDA.

La crise est loin d'être résolue. Les gouvernements africains doivent s'engager à renforcer les initiatives qui améliorent les capacités des individus, et en particulier des femmes et des enfants, à se protéger. L'autonomisation des femmes doit cesser d'être abordée uniquement sous la rubrique générale de « l'égalité des sexes dans tous les aspects du développement ». L'autonomisation des femmes, comme le soutien aux orphelins et aux enfants vulnérables, doit être l'objet de programmes bien ciblés, définis dans le temps et bien financés qui obtiennent des résultats mesurables.

Il est impératif d'accroître le soutien aux initiatives « au-delà de la sensibilisation » qui mettent l'accent sur l'acquisition de compétences, et qui promeuvent les soins de santé basés sur la communauté, un mode de vie positif, l'égalité des sexes et l'accès universel à la prévention, aux soins et aux traitements.

Les ramifications de la pandémie de SIDA sont multiples et ont un impact négatif sur tous les aspects du développement. Il reste beaucoup à faire en Afrique pour s'assurer que la riposte soit proportionnelle aux difficultés humaines et financières que posent le VIH et le SIDA. Nous avons besoin de programmes de prévention à long terme et durables, de soins et de soutien, et d'une affectation consistante, prévisible et durable de ressources. Il faut aussi donner aux femmes les moyens de se prendre en charge et faire évoluer les pratiques culturelles discriminatoires à leur égard. Des ripostes durables à long terme sont essentielles et ne pourront être mises en œuvre que si toutes les parties intéressées travaillent ensemble.